



## Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 3, n° 3 | Décembre 2012

Varia

---

Jean Gadrey, *Adieu à la croissance, Bien vivre dans un monde solidaire*, Co-édition Les petits matins / Alternatives Economiques, 2012 (première édition, 2010).

Cléo Chassonnery-Zaïgouche

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9490>

ISSN : 1772-9971

### Éditeur

Association DD&T

### Référence électronique

Cléo Chassonnery-Zaïgouche, « Jean Gadrey, *Adieu à la croissance, Bien vivre dans un monde solidaire*, Co-édition Les petits matins / Alternatives Economiques, 2012 (première édition, 2010). », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 3, n° 3 | Décembre 2012, mis en ligne le 10 décembre 2012, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9490>

---

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.



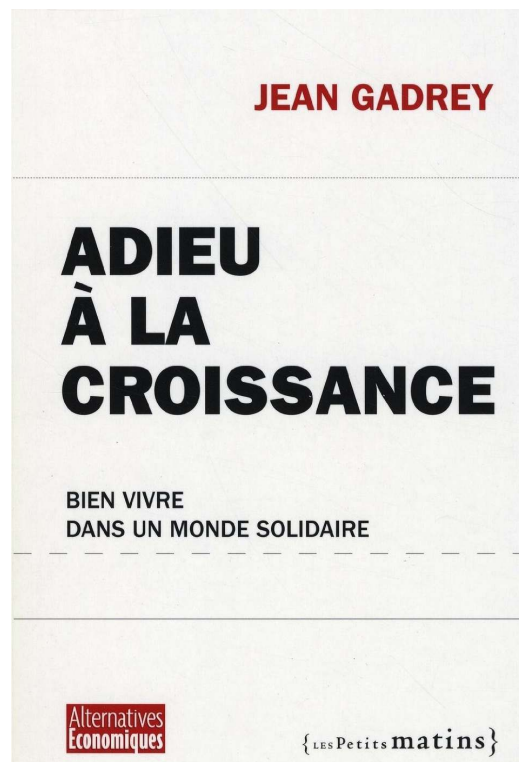
*Développement Durable et Territoires* est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

---

Jean Gadrey, *Adieu à la croissance, Bien vivre dans un monde solidaire*, Co-édition Les petits matins / Alternatives Economiques, 2012 (première édition, 2010).

Cléo Chassonnery-Zaïgouche

---



- 1 La nouvelle édition d'*Adieu la croissance* est composée, en plus des éléments de l'ancienne<sup>1</sup>, d'un avant-propos de cinq pages constitué par les questions adressées aux candidats à la présidentielle, et d'une postface d'une vingtaine de pages consacrée aux questions posée à l'auteur durant les présentations de son ouvrage dans l'intervalle de temps entre les deux éditions. Cette édition s'adresse aux candidats de la présidentielle de 2012, mais n'a pas perdu son actualité : à l'heure où François Hollande se félicite d'avoir rajouté un « peu de croissance » dans le Traité européen de stabilité, de coordination et de gouvernance (TSCG), négocié par le précédent gouvernement, et essentiellement tourné vers l'édification de règles budgétaires strictes, l'ouvrage de Jean Gadrey pose la question, d'autant plus importante en période de crise, de la nécessité de la « croissance économique » : la croissance, pour quoi, pour qui et avec quelles conséquences ?
- 2 L'auteur consacre une première partie à un diagnostic qui s'appuie sur une critique des indicateurs de richesse (chapitre 1). Ceux-ci ne mesurent pas le bien-être d'une société. Le PIB, par exemple, est indifférent aux inégalités, aux dommages faits à l'environnement, à la détérioration de la santé des individus, etc., autant d'éléments qui font diminuer le bien-être social. En somme, cet indicateur compte le « beaucoup-produire ». Le chapitre 2 renforce cette critique en utilisant des mesures alternatives pour montrer que le bien-être subjectif est certes corrélé avec le niveau de « richesse matérielle » (PIB) mais que cette corrélation cesse à partir d'un certain niveau de richesse<sup>2</sup> : « le « rendement en bonheur » du PIB/hab. semble donc nul au-delà d'un niveau qui correspond à la moitié du PIB/h de la France » (p. 38). D'autres indicateurs montrent la même déconnexion, à partir d'un certain seuil, entre l'amélioration de la santé, de l'espérance de vie, de l'accès à l'éducation, d'une part, et le niveau de PIB d'autre part (pp. 42-43). Au-delà de la critique de leur contenu, ces indicateurs « ne nous envoient pas les signaux permettant d'agir et de prévenir à temps les crises majeures » (p. 33), comme la crise écologique. Le chapitre suivant revient sur les dommages environnementaux produits par la croissance économique : ceux-ci ne sont pas intégrés aux principaux indicateurs de richesse. Il ne s'agit pas pour autant de prôner une « croissance verte », car la nature de ce concept évite de se poser la question de la nécessité des besoins. L'auteur revient ensuite sur l'idée de « dématérialisation » de l'économie : les nouvelles technologies et l'économie numérique consomment des ressources naturelles (métaux rares et électricité), leur mauvais bilan carbone n'est pas virtuel (chapitre 4). L'auteur dessine au contraire les contours d'une société « hyper-matérielle » (p. 66), dont l'origine réside dans l'instrumentalisation du désir consumériste (chapitre 5). La production et la consommation de masse constituent les deux aspects du référentiel qui s'est mis en place après la seconde guerre mondiale, mais qui prend racine dans les révolutions industrielles successives et « la mise au travail salarié » des populations. D'autres dispositifs sont venus renforcer ce « nouvel ordre industriel » (John K. Galbraith) : la publicité et le marketing, l'isolement des individus dans les sociétés urbaines « modernes », etc. Ce système « qui n'est pas fait pour répondre à des besoins mais pour produire des désirs à des fins lucratives est particulièrement nocif pour les pauvres » (p. 73). De manière originale, Gadrey définit la pauvreté comme privation de droits, mais n'échappe pas à l'écueil de l'instrumentalisation des individus, présentés comme passifs et manipulés dans le cas de la consommation, et sources d'initiatives dans le reste des cas présentés dans les chapitres suivants.
- 3 Ce diagnostic posé, la deuxième partie se consacre à la prospective et description de la société « post-croissance » que l'auteur appelle de ces vœux. Le terme de « post-croissance » est clairement préféré à celui de décroissance pour signifier que la

réorientation ne constitue pas un « retour en arrière ». Cette société s'édifie contre la notion de productivité au sens classique (chapitre 1). Dans une société où le taux de chômage est élevé, est-ce le moment de plaider pour moins de croissance ? « *Selon une croyance très répandue, la croissance est le principal déterminant de l'emploi* » (p. 79). Or, selon l'auteur, ce n'est pas si simple. Une croissance économique fondée sur des gains de productivité illimités, en plus d'être non soutenable, est indifférente au contenu en emplois pérennes, sans parler du contenu même du travail. L'auteur en appelle donc à une baisse des gains de productivité, *via* une réduction du temps de travail individuel et une réorientation « non-productiviste » du contenu du travail, même s'il reconnaît la nécessité, dans certains secteurs comme l'énergie, d'une augmentation de l'efficacité de la production. Ces « gains de productivité non-productivistes » correspondent à l'idée qu'il faudra plus de travail pour produire la même quantité (il donne l'exemple de la production de paniers de légumes biologiques). L'objectif principal est donc de dépasser les « Trente Glorieuses » et, par là, de dépasser la civilisation de la voiture et des grandes surfaces, de la production et de la consommation de masse (pp. 82-84) : « *les 30 glorieuses ont signé l'entrée dans la démesure de l'exploitation et de la pollution de la nature* » (p. 85), il s'agit maintenant d'en sortir. Si « une autre efficacité est possible », elle doit émerger d'un autre rapport au savoir. En ce sens, l'auteur propose de remplacer l'expertise par la délibération, en se fondant sur de nouveaux indicateurs. Ici l'analyse est courte sur le type d'institutions (au sens large de dispositifs) qui prendraient en charge la production de ces nouveaux indicateurs, et créeraient les structures ou espaces pour les nécessaires délibérations.

- 4 De manière plus théorique, la réorientation générale doit essentiellement prendre en compte les « externalités sociales et environnementales » liées aux processus économiques (chapitre 2). Cela implique de raisonner différemment en intégrant, par exemple dans le cas de l'agriculture, les différents contenus en travail et les conséquences en termes de pollution de l'agriculture intensive et d'autres types d'agriculture. L'auteur souligne que l'agriculture durable peut avoir des rendements importants et beaucoup moins d'effets néfastes que l'agriculture intensive. Toutes les pistes évoquées consistent à prendre en compte le coût social des activités économiques, en plus du coût privé de celles-ci, en s'appuyant sur une analyse des « prix complets » (p. 101). Cela revient à intégrer, dans le cas des produits agricoles : les subventions à l'agriculture productiviste (payées à travers les impôts), le coût de « décontamination environnementale » et de dépollution, les coûts sanitaires et sociaux etc. En somme, donner une valeur autre que simplement technique (coût de production) et marchande (prix de vente). L'auteur ne précise pas comment ces « prix complets » s'intègrent ou dépassent le système de marché actuel, d'un point de vue théorique et pratique (Prendent-ils la forme de taxes, de majorations etc. ?). Par suite, la réorientation productive de la société, notamment à travers des transferts de main d'œuvre nécessaires, ne peut se faire au détriment des salariés les plus faibles des secteurs les moins durables. Il faut donc anticiper politiquement ces reconversions. Le chapitre 4 propose une prospective en termes d'emplois pour chacun de ces secteurs. Même en l'absence de chiffres concrets (l'auteur évoque cependant quelques scénarios dans la postface), cet exercice permet de se rendre compte des grandes tendances : baisse du nombre d'emploi pour « le tourisme au loin », secteur du transport qui se « collectivise », reconversion de bâtiments et baisse du bâti neuf, réduction du secteur bancaire – pour n'en citer que quelques unes (pp. 115-117).

- 5 Les principaux traits d'une société « soutenable et désirable » sont esquissés dans la troisième partie. Le premier chapitre met en évidence un des principaux obstacles politiques : doit-on hiérarchiser les urgences, *i.e.* choisir entre la crise environnementale et la crise sociale ? Sa solution : mettre l'égalité au centre de la réorientation, condition de l'acceptabilité sociale de celle-ci. Les mesures environnementales ne doivent pas être « antisociales » (il donne l'exemple de l'essence comme dépense contrainte pour certains ménages). Le chapitre 2 présente une liste des éléments positifs de cette société « post-croissance » : plus d'espaces naturels, plus de travailleurs dans la petite enfance, de transports publics et de logements responsables etc. (pp. 136-138). La croissance n'est pas la solution à la lutte contre la pauvreté. Le chapitre 3 met en évidence l'idée que la norme « occidentale » de développement n'est pas une norme universelle. D'autres valeurs, comme celle d'une « vie paysanne », peuvent effectivement constituer le développement d'un territoire. Il évoque également l'idée d'une « dette écologique » de certains au « nord » vis-à-vis des pays du « sud ». Dans le chapitre sur les retraites (4), l'auteur met en évidence la nécessité de développer les services non marchands et l'accès aux richesses non économiques pour les retraités. L'idée de fixer un revenu maximum pour tous est évoquée mais la proposition n'est pas développée.
- 6 La quatrième partie s'ouvre sur l'idée que la crise financière, les crises sociales et écologiques – dont l'origine réside dans des caractéristiques structurelles (comme le régime de propriété privée et intellectuelle basé sur l'appropriation du commun, la structure des institutions financières et des rapports de forces géopolitiques etc.) – sont de nature systémique et compliquent la possibilité même de « réforme » (chapitre 1). Les acteurs du changement – de la « société civile internationale » à l'économie sociale et solidaire – sont listés dans le chapitre suivant, ainsi que les services publics, les « acteurs de la gratuité » et des monnaies complémentaires et les alliés politiques et institutionnels : leur diversité saute aux yeux même si certaines convergences sont mises en évidence (essentiellement sur des luttes locales). En revanche, il n'y a pas de réflexion sur l'articulation des types de changement (politiques, juridiques, institutionnel, « citoyen » etc.). Dans le chapitre 3, Gadrey propose de mobiliser les ressources immédiatement accessibles à travers le renouveau d'une fiscalité progressive. Il y ajoute la diminution des dépenses militaires et le meilleur partage de la valeur ajoutée. Tous ces remèdes ne sont pas très originaux – mais ils restent relativement peu appliqués – l'idée étant ici de les combiner. L'urgence absolue demeure pour l'auteur la « socialisation » de la finance.
- 7 En conclusion, l'auteur esquisse les contours de la société à venir sans réorientation : une société entre riches communautés fermées (*gated communities*) et *no man's land*, au sein desquels la majorité des conflits auront pour cause le contrôle des ressources vitales (eau, terre). Beaucoup de solutions désirables sont évoquées tout au long de cet ouvrage pour éviter cet horizon, mais suffit-il d'avoir raison ? Dans un monde largement marqué par des logiques de domination, dans le monde des idées comme ailleurs, l'auteur ne nous dit pas comment faire advenir ces idées, au demeurant extrêmement fécondes.

---

## NOTES

1. La première édition avait fait l'objet d'un compte rendu dans cette même revue : <http://developpementdurable.revues.org/8898>
2. Traitement effectué par l'auteur de données issues de *The Happy Planet Index, New Economic Foundation*, 2006.

---

## AUTEUR

### CLÉO CHASSONNERY-ZAÏGOUCHE

Cléo Chassonnery-Zaïgouche est doctorante en économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et mène ses recherches au sein du Centre d'économie de la Sorbonne (axe Institutions, programme épistémologie). Ses travaux portent principalement sur l'histoire et la méthodologie des théories économiques de la discrimination.